A cause du manque de logements, le Canada restreint l’immigration étudiante de 35% par rapport à 2023 (MàJ : Trudeau souhaite limiter toute forme d’immigration)

06/04/2024 à 12h48



06/04/2024

«Cependant, a-t-il dit, au cours des dernières années, nous avons assisté à une augmentation massive de l’immigration temporaire, qu’il s’agisse de travailleurs étrangers temporaires ou d’étudiants étrangers en particulier qui ont augmenté à un rythme bien supérieur à ce que le Canada a été en mesure d’absorber.» **«Nous voulons faire baisser ces chiffres», a-t-il poursuivi, évoquant une «approche responsable» où le Canada maintient ses seuils d’immigrants permanents «tout en limitant un peu plus l’immigration temporaire, qui est à l’origine de tant de pressions dans nos communautés.»** Malgré quelques signaux récents en ce sens, il s’agit de la première fois que Justin Trudeau remet en

question aussi clairement les seuils d'immigration du Canada et leurs impacts sur l'économie.

L'immigration temporaire a explosé depuis quelques années. Celle-ci est composée essentiellement de travailleurs étrangers et d'étudiants internationaux, et dans une moindre mesure, de réfugiés. Ensemble, ces derniers représentent 7,5% de la population canadienne, soit plus du triple (2%) qu'en 2017, a déclaré le premier ministre. Mises ensemble, l'immigration permanente et l'immigration temporaire ont représenté 97,6% de la croissance démographique nette en 2023.

(…)

Au-delà des impacts sur les prix du logement, Justin Trudeau a indiqué que la dynamique actuelle a permis à de plus en plus d'entreprises à se fier à l'immigration temporaire «d'une manière à faire baisser les salaires dans certains secteurs de l'économie». Prenant compte de la situation, le ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, a récemment déclaré que l'immigration temporaire «attaque et affecte l'abordabilité» et a annoncé des mesures pour ralentir la cadence. **Après avoir réinstauré les visas obligatoires pour les Mexicains en février, le ministre a dévoilé son intention de réduire la proportion de résidents temporaires au pays, la faisant passer de 6,2% de la population générale à 5% d'ici 2027.**

Journal de Montréal

29/01/2024

Pour la première fois depuis l'arrivée de Justin Trudeau au pouvoir, en 2015, le gouvernement libéral du Canada vient d'opérer, sinon une volte-face, au moins l'amorce d'un virage quant à sa politique d'immigration. **Le 22 janvier, le ministre chargé du dossier, Marc Miller, a annoncé l'instauration d'un « plafond temporaire » de deux ans pour les nouveaux permis d'études accordés aux étudiants étrangers : environ**

360 000 seront octroyés en 2024, soit une baisse de 35 % par rapport à 2023. Le ministère a déclaré que cette mesure visait « à relâcher la pression sur le logement ».

Selon Statistique Canada, plus de un million d'étudiants étrangers seraient d'ores et déjà sur le sol canadien. Mais sans doute le gouvernement espère-t-il également, en marquant cette pause inédite dans la courbe exponentielle du nombre d'immigrants invités à venir s'installer au Canada, faire retomber la pression sur sa propre politique, de plus en plus contestée.

Le discours de Justin Trudeau sur l'immigration vitale pour le Canada, et les cibles défendues par son gouvernement – avec 1,5 million de nouveaux arrivants prévus entre 2023 et 2025 et un record établi l'an dernier de 840 000 immigrants accueillis

(…)

Le Monde

Merci à Europa Magnifica.

En Lien :

> *Canada: avec 900 000 nouveaux étudiants étrangers par an, le gouvernement commence à s'inquiéter des abus du système et de la montée de la crise du logement*